Lettonie : offensive de l’Alliance nationale contre l’immigration

Description

Lors d’une conférence de presse le 19 août, le maire adjoint de Riga Edvards Ratnieks (Alliance nationale) a mis en demeure les immigrants illégaux de quitter la capitale et la Lettonie dans un délai d’un mois.

L’Alliance nationale a fait du sujet migratoire une priorité de sa politique et de ses campagnes électorales, prétextant un sentiment croissant d’insécurité au sein de la population, tout particulièrement à Riga. Le maire adjoint a noté à cette occasion que les migrants illégaux changeaient : si, jusque récemment, ils provenaient traditionnellement de pays d’Asie centrale, en 2025 il semblerait que la part des ressortissants africains ait augmenté. Et E. Ratnieks de citer les cas de la Suède et de la France où la situation attesterait selon lui que l’afflux de migrants peut provoquer une détérioration rapide de la situation criminogène : « *Nous devons être proactifs pour garantir la sécurité de demain* », a-t-il déclaré.

Ainsi, d’ici fin septembre, la police municipale de Riga sera chargée de détecter les immigrants illégaux, en lançant des raids. Le chef de la police municipale, Jūris Lūkass, a indiqué que, lorsqu’un de ses agents identifie une personne étrangère sans permis de séjour légal en Lettonie, sa mission consiste à le remettre à la Police nationale ou au service des garde-frontières.

J. Lūkass a déclaré que, depuis janvier 2025, 22 migrants illégaux avaient été arrêtés dans la capitale ; 15 d’entre eux provenaient en effet de pays africains (essentiellement du Soudan et d’Ethiopie) et avaient été acheminés jusqu’en Lettonie *via* le Bélarus ou la Russie.

Le président du comité de la ville de Riga sur la Sécurité, l’ordre et la prévention, Ģirts Lapiņš (Alliance nationale également), a en outre précisé lors de cette conférence de presse qu’il s’agirait désormais également de « *réduire l’immigration légale* ». L’obtention d’un permis de résidence permanent devrait par exemple être soumise à la maîtrise de la langue lettone (ce que ne nécessite pas un permis de résidence temporaire). L’Alliance nationale prévoit de proposer des modifications législatives au Parlement (où le parti est dans l’opposition) afin que la prolongation des permis de résidence temporaire après un an de vie en Lettonie soit à l’avenir soumise à un examen de langue.

Sources : *The Baltic Times, BNN.*

date créée
21/08/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou